

**DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING**

Extrait du Registre des

**DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DATE DE CONVOCATION : 3 septembre 2025

DATE DE PUBLICATION : 10 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf septembre, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF – M. JOLIVET - M. FAURE – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. BARAY
- M. BA à M. KHALID
- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- MGEUDJ à M. FAURE

EXCUSÉS :

- Mme CAYOUX
- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PERIERS
- M. CELIK
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme RASAMOELY

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :

**Motion du Conseil Municipal concernant la loi DUPLOMB : non
utilisation des pesticides et équité à l'échelle de l'Europe**

OBJET :**Motion du Conseil Municipal concernant la loi DUPLOMB : non utilisation des pesticides et équité à l'échelle de l'Europe****Service** : Cabinet du Maire

Mme Pascaud : La loi n° 2025-794 du 11 août 2025 visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur dite loi DUPLOMB, a été adoptée par l'Assemblée nationale le 8 juillet 2025. Elle réintroduit notamment 3 insecticides de la famille des néonicotinoïdes, dont l'acétamipride, mesure la plus controversée du texte, pour certaines productions de fruits et légumes issues de l'agriculture française. L'acétamipride est actuellement autorisé dans 26 pays sur 27 en Europe car autorisé sur le marché unique européen jusqu'en 2033, mais interdit en France depuis 2018 sauf pour la filière betteravière puis définitivement interdit par la loi n° 2020-1578 du 14 décembre 2020.

Dès le départ, le projet de loi DUPLOMB, bien que soutenu par certains partis politiques et par la FNSEA, a cependant suscité une forte opposition de la part des citoyens car elle posait des questions d'ordre de santé publique, de préservation de l'environnement, mais également de « survie » de certains secteurs du monde agricole français qui craignait une distorsion de concurrence.

La loi DUPLOMB qui est également favorable à l'élevage intensif et soutient les projets de méga-bassines est promulguée le 11 août 2025 et publiée le 12 août 2025 sans son article 2 sur l'acétamipride, censuré par le Conseil Constitutionnel le 7 août 2025 « au regard des exigences de la charte de l'environnement ». Les Sages ont ainsi estimé que, "faute d'encadrement suffisant" sur les usages, la durée et les filières concernées, cette mesure était contraire aux exigences de la Charte de l'environnement, qui a valeur constitutionnelle depuis les années 2000.

Considérant que le projet initial de la loi DUPLOMB s'inscrit dans une logique de compétitivité des filières agricoles négligeant les conséquences sur l'environnement et la santé par l'utilisation des néonicotinoïdes,

Considérant que ce projet de loi marque un recul dans la préservation de l'environnement et de la qualité de vie des Français,

Considérant qu'aucune démarche d'harmonisation des pratiques agricoles n'est travaillée à l'échelle européenne afin de protéger notamment les producteurs français de la concurrence déloyale et leur permettre d'avoir les mêmes moyens de production que leurs voisins européens,

Nous, élus de la Ville de Chalette/Loing, soutenons donc la censure imposée par le Conseil Constitutionnel qui a banni l'article 2 de ce texte,

Et de plus, nous, élus de la Ville de Chalette/Loing, demandons que le Gouvernement interdise immédiatement toute importation de produits agricoles ou d'élevage dont la production a été exposée aux pesticides interdits en France et en particulier l'usage des néonicotinoïdes afin que nos agriculteurs ne soient pas soumis à une concurrence déloyale de la part des producteurs étrangers, mettant ainsi en péril leurs exploitations et la filière agricole et d'élevage française dans son ensemble,

MOTION

Nous, élus de la Ville de Chalette/Loing demandons au Parlement Européen qu'en matière de protection environnementale, des agriculteurs et des consommateurs, l'exception française devienne la norme,

Transmettons cette motion à Monsieur le Premier Ministre, au ministère de l'Agriculture et au représentant de l'Etat dans le Département du Loiret.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	25	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

*** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,**

*** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du**

*** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.**

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT





Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250911-DEL_2025_MOTION-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2025